

## LES PROBLEMES DE SURVIE EN MILIEU URBAIN CONGOLAIS

Jean-Pierre POATY

Permanence du P.C.T.

Dans un contexte d'économie marchande dominante et généralisée, l'existence d'une forte proportion de "sans-emploi", estimée, dans les villes du Congo, de 11 % à 15 % de la population active potentielle, constitue un défi à la logique économique moderne. Pour lever la contradiction, les sociologues, les géographes et historiens qui se sont penchés sur la question dès les années 50, ont évoqué une série de "solutions de fortune" qui renvoient toutes à des particularités sociologiques comme l'entraide, l'agriculture urbaine et périurbaine, la solidarité élargie, la redistribution de la charge familiale, le parasitisme, les petits métiers urbains, etc.

Il est dommage que les travaux consacrés à cette question se soient limités à l'identification simple des "solutions". Les analyses systématiques de chacune sont rares, comme si les chercheurs et les hommes politiques (qui reconnaissent à ces phénomènes l'importante fonction de "soupapes de sécurité" pour le pouvoir) étaient d'accord pour se contenter de les désigner. Tout le monde semble rassuré de ce "flou" sociologique qui renferme une gamme de "solutions" non hiérarchisées et peu différenciées.

Les études sur l'emploi ont toujours considéré les activités informelles ou non modernes comme un phénomène résiduel ou une aberration (défaut) provisoire d'un système cohérent, alors que depuis près de 60 ans d'urbanisation, les sans-emploi et les "indépendants" regroupent près de 40 à 50 % de la population active potentielle. Cependant l'enquête statistique de 1982 sur l'emploi menée par le CNSEE et l'étude actuelle de la Banque Mondiale sur l'emploi prennent en compte ces secteurs et ont, de ce fait, offert l'occasion de regarder de plus près les contenus des activités informelles ainsi que les problèmes de survie des "sans-emploi".

C'est dans ce cadre qu'une enquête sociologique rapide et de petite dimension a été réalisée pour mieux éclairer les notions de chômage, sous-emploi et sans-emploi. Nous ne prétendons pas avoir répondu à toutes les questions soulevées. Ce sont seulement quelques résultats inattendus qui nous ont poussé à présenter un tel axe de recherche.

La position du problème se résume à une meilleure connaissance des solutions ou des expédients utilisés par les actifs qui se déclarent sans-emploi en milieu urbain, ainsi que par les salariés et les "indépendants".

Les hypothèses concernent l'interrogation des "solutions" déjà évoquées, à savoir : l'entraide familiale, le parasitisme, les petits métiers urbains. Nous y avons ajouté l'examen du niveau de contribution de l'épouse ou de tout autre actif du ménage ainsi que celui des investissements et des résultats financiers des activités informelles. L'hypothèse centrale est de considérer le ménage et la famille traditionnelle comme unité d'observation. Les activités du chef de ménage seul ne suffisent pas à rendre compte des multiples interventions possibles. Dans ces conditions, l'emploi n'est pas forcément un problème individuel.

L'échantillon prend en compte 90 chefs de ménage répartis dans les deux villes principales (Brazzaville et Pointe-Noire) et répondant aux critères suivants :

- près de 1/3 au moins, dans les trois principaux groupes d'âge (moins de 30 ans, 30 à 40 ans, 41 ans et plus)
- près de 2/3 d'analphabètes et personnes scolarisées jusqu'au primaire ;
- des ménages de dimensions variables, avec un accent sur les ménages de grande taille ;
- au moins 1/3 d'actifs se déclarent sans emploi; 50 % de non salariés et quelques salariés ayant au moins une activité secondaire.

Chaque enquêteur (souvent des universitaires) devait approcher la population-cible dans les quartiers, avec l'aide un questionnaire qui prenait en compte des informations sur le ménage, le budget, les dépenses, les aides éventuelles, les revenus, le fonctionnement détaillé de l'activité informelle principale.

L'échantillon ventilé selon l'âge, la taille du ménage, l'activité et les revenus déclarés se présente comme suit :

Tableau 1 : POPULATION ENQUETEE SELON LES GROUPES D'AGE

Groupe d'âge	Localités		
	Brazzaville	Pointe-Noire	Total
18 - 30 ans	13	8	21
31 - 40 ans	18	28	46
41 - 50 ans	8	13	21
51 et plus	1	1	2
Total	40	50	90

Tableau 2 : POPULATION ENQUETEE SELON LA TAILLE DU MENAGE

Localités	Taille					Total
	1	2- 4	5 - 6	7 -10	11-15	
Brazzaville	6	5	13	8	8	40
Pointe-Noire	1	10	15	19	5	50
Total	7	15	28	27	13	90

Tableau 3 : POPULATION ENQUETEE SELON L'ACTIVITE PRINCIPALE DECLAREE

	Localités		
	Brazzaville	Pointe-Noire	Total
Sans emploi	12	19	31
Commerce	5	7	12
Artisanat - bâtiment	4	2	6
Services	10	13	23
Salariés	9	9	18
Total	40	50	90

Tableau 4 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS DU CHEF DE MENAGE DANS L'ACTIVITE DECLAREE PRINCIPALE

!Revenu du chef de ménage (en milliers de F.cfa)!						
Localités	Sans	4 - 30	31-90	91-150	> 150	Total
Brazzaville	7	4	16	7	6	40
Pointe-Noire	7	9	19	1	4	50
Total	14	23	35	8	10	90

Tableau 5 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS TOTAUX DE TOUS LES ACTIFS DU MENAGE

!Revenu du chef de ménage (en milliers de F.cfa)!						
Localités	Sans	1-30	31 - 90	90-150	+ 150	Total
Brazzaville	3	5	14	5	13	40
Pointe-Noire	3	12	26	3	6	50
Total	6	17	40	18	19	90

## 1. LES RESULTATS STATISTIQUES

Les multiples croisements statistiques ont permis de suivre comment chaque variable (âge, taille de ménage, activité, niveau d'instruction, revenus) agit comme atout ou contrainte pour la survie en milieu urbain.

A première vue, l'âge ne constitue pas un facteur déterminant dans la résolution des problèmes de survie. Et pourtant, hormis le fait que le meilleur niveau d'instruction des moins de 30 ans ne leur garantit pas l'accès à un emploi salarié et que les aides en nature ou en argent et les contributions de l'épouse ne touchent qu'une poignée d'entre eux, les chefs de ménage jeunes sont épargnés de la charge d'une grande famille. Ils parviennent à se placer aussi bien que les adultes dans les tranches de revenus élevés. De plus, ils bénéficient en majorité (soit 2/3) de la gratuité du logement offert par un parent, qui contribue à leur assurer de meilleures chances de survie.

L'enquête confirme qu'un niveau d'instruction élevé permet d'accéder à un emploi salarié et confère la garantie d'un revenu élevé. Les ménages dont le chef a un niveau d'instruction élevé ont non seulement des hauts revenus mais bénéficient, en plus, de cellules familiales de dimension moyenne et de compléments de revenus octroyés par les parents ou l'épouse. Par contre, les analphabètes ont des possibilités bien moindres et 50 % d'entre eux seulement ont plus d'un actif occupé dans le ménage, 7 ménages d'analphabètes sur 16 ont des familles de plus de 7 personnes soit plus que les ménages dont les chefs ont un niveau d'instruction élevé ; ces analphabètes se situent en majorité dans le groupe des revenus nuls ou faibles et ne bénéficient pas plus que les autres de l'aide des parents et de celle de l'épouse. Heureusement, 11 sur 16 sont propriétaires de leur logement, ce qui indique qu'être citadin et propriétaire de son logement est déjà une garantie de meilleures chances de survie.

En ce qui concerne la taille des ménages (qui devrait constituer une contrainte majeure à la survie pour les grandes familles), on constate que tous les groupes professionnels enregistrent des proportions quasi-identiques de familles de grande taille (7 personnes et plus) : 50 % chez les salariés, 44 % chez les non salariés ou les "indépendants" et 42 % chez les sans-emploi. Ce groupe de grands ménages ne bénéficie pas d'un plus grand nombre d'actifs occupés dans le ménage ni d'une proportion plus grande de chefs de ménage exerçant une activité secondaire. L'accès souvent limité à l'aide des parents et aux contributions de l'épouse n'est pas le privilège de leur seul groupe. Par contre, près de 50 % de ces ménages de grande taille enregistrent des revenus de plus de 50.000 F cfa/mois contre près de 40 % pour les ménages de taille moyenne et de petite taille. Ce niveau élevé de revenu est dû aux fortes participations des épouses. Ces participations sont en effet d'autant plus importantes que la famille est plus grande et les revenus du chef de ménage plus faibles.

L'accès à un emploi stable (salarié ou non) donne des meilleures chances de survie. Cependant les salariés sont nettement au dessus du lot. Ils concentrent les plus hauts revenus, parviennent plus facilement que les autres à exercer une activité secondaire, ont plus d'actifs occupés dans le ménage et bénéficient de plus de contributions de la part des épouses. Par contre, les sans-emploi et une bonne partie de non salariés sont obligés de multiplier les sources de revenus apportées par les parents, l'épouse, les activités secondaires. Mais malgré l'intervention capitale de l'épouse, qui a permis de réduire de 20 à 8 le nombre de ménages dont le solde revenus/dépenses alimentaires est négatif, il subsiste un nombre important de ménages qui vivent au bord de la misère.

Tous ces facteurs agissent de manière concomitante sur différentes situations individuelles ou familiales. L'approche statistique ne nous permet de croiser que deux facteurs ou trois au maximum. Il n'est pas possible, dans ces conditions, de suivre l'impact combiné de tous. C'est l'examen des cas individuels qui devrait nous permettre de "lever la contradiction" relative à la survie d'une famille en ville sans revenu ou sans activité.

L'approche complémentaire cas par cas révèle qu'il n'y a pas, à proprement parler, de ménages sans emploi et sans ressources. Il y a plutôt des ressources personnelles instables et la garantie de bénéficier d'un contexte sociologique favorable (interventions des parents et de l'épouse, relations nées de la vie urbaine, statut dans le logement). Il suffit pour un individu d'avoir un petit métier utile aux citadins pour que les voisins du quartier ou d'autres amis fassent appel à lui. Le soutien des parents n'est pas une chose sûre ni de longue durée, par contre, l'aide de l'épouse est la meilleure garantie. C'est la responsabilité traditionnelle de la femme africaine (épouse, mère et productrice) qui joue encore de manière privilégiée. Les hommes interrogés ont dû sous-estimer sa contribution. Sur les 11 cas analysés, 7 bénéficient du soutien constant de leur épouse, les autres vivent chez les parents avec un ménage réduit ou parviennent tant bien que mal à utiliser l'aide des parents, des amis et les petits travaux épisodiques qu'offre la ville.

Plusieurs chefs de ménages ont tout juste de quoi nourrir leur famille et cherchent désespérément un emploi salarié. Ceux qui exercent un petit métier peu rémunérateur se déclarent sans emploi. Les anciens salariés ou militaires, mis au chômage de manière précoce mais bénéficiant de revenus mensuels de l'ordre de 50 000 à 100 000 F cfa, continuent à se déclarer chômeurs ou sans-emploi. Même les salariés ayant des revenus élevés ont tendance à multiplier les sources de revenus par d'autres activités lucratives. Ils mettent l'accent sur ces activités et envisagent de les faire fructifier davantage.

## 2. LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES ACTIVITES INFORMELLES

Le secteur informel urbain reste le lot des ménages les plus démunis. Les investissements sont faibles, les frais de fonctionnement et le personnel réduits au strict nécessaire. La tendance générale est à utiliser un personnel sous-payé ou gratuit. Les bénéfiques sont également faibles et l'on peut en conclure qu'il s'agit d'activités de subsistance et d'appoint aux dépenses du ménage. Pour quelques uns, le marché urbain offre encore des possibilités de rentabilisation de certaines activités. Les créneaux ne sont pas nombreux et les bénéfiques importants requièrent des investissements importants.

### 3. EN GUISE DE CONCLUSION

L'approche quantitative nous a permis :

- de confirmer que les chefs de ménage de moins 30 ans sont en grande partie, pris en charge directement par les parents lorsqu'ils n'ont pas un emploi salarié très rémunérateur. Cette prise en charge prend les formes de l'hébergement, de l'alimentation de toute la famille de l'assisté. Il lui est seulement demandé de participer aux dépenses relatives à l'alimentation et de s'occuper des dépenses liées à la santé et à la scolarisation de ses enfants.
- de donner un contenu plus précis à ce que l'on entend par aide des parents. Celle-ci se manifeste :
  - . dans la redistribution de la charge familiale, c'est-à-dire la prise en charge d'un ou deux enfants de parents démunis (près de la moitié de nos enquêtés ont 1 à 2 dépendants dans leur ménage) ;
  - . dans la mise à disposition d'un logement gratuit pour les ménages défavorisés ou cadets ;
  - . parfois dans l'assistance directe sous forme de dons en nature ou en argent pour les jeunes.
- d'indiquer que les solutions évoquées ci-dessus sont provisoires. Par contre, il apparaît clairement que tout chef de ménage quel que soit son âge, sait, à la rigueur, "bricoler" et utiliser toutes les possibilités d'activités rémunératrices qu'offre la ville. Il n'y a pas de "sans-emploi pur" mais beaucoup de "sous-employés".
- Elle indique également la place importante qu'occupe la participation de l'épouse dans la recherche de solution pour la survie du ménage.

L'approche qualitative, cas par cas, confirme le rôle stratégique de l'épouse dans la survie du ménage. Les chefs de ménage enquêtés ont certainement sous-estimé cette contribution, au moins dans les ménages les moins favorisés. Il semble que pour cette dernière catégorie l'activité d'appoint de l'épouse se transforme souvent en activité principale du ménage. Cette approche a également précisé le contenu de l'aide des parents, et offert de précieuses indications sur l'activité ou l'occupation des chefs de ménage. Le "sans-emploi pur" est difficile à saisir. Nous l'avons constaté sur le terrain lors du montage de l'échantillon. Par contre, les "sous-employés" se sont empressés de déclarer qu'ils étaient "chômeurs", sans-emploi et qu'ils cherchent désespérément un travail salarié. Cette dernière assertion remet en cause toutes les classifications que nous aurions élaborées pour l'approche quantitative. En fait, il n'y a

pas de sans-emploi et la frontière entre les sous-employés de l'informel et des emplois stables de l'informel est difficile à tracer.

Le mode de fonctionnement des activités informelles démontre que pour les 2/3 des actifs occupés dans ce secteur, il s'agit de pis-aller. Ce secteur occupe beaucoup de personnes mais n'offre pas d'emplois stables et rémunérateurs. Par contre, il semble qu'il y ait des créneaux intéressants pour quelques métiers dans le transport, le commerce, la restauration et les services de réparation.

Les derniers éléments recueillis sur les représentations que la population enquêtée se fait des activités en général confirment la prédominance du salariat comme forme privilégiée d'occupation. Cependant, même chez les salariés, on remarque un changement d'attitude (certainement récent) car ils reconnaissent que s'installer à son propre compte, faire du commerce ou avoir un petit métier en ville est très intéressant. Il y a un intérêt de plus en plus prononcé pour l'informel. Mais on a l'impression que les citadins n'en connaissent pas les exigences et les avantages multiples. Les mass-média, les politiques nationales en matière de formation, de services, de financement ou d'appui technique ne font rien en faveur de ce secteur dont on feint d'ignorer le rôle important sur le marché du travail.

Cette enquête de petite dimension aura permis d'indiquer quelques axes de recherche, notamment :

- sur la redistribution de la charge familiale en milieu urbain ;
- sur la place de la femme dans la survie d'un ménage urbain ;
- sur le statut du logement dans la survie en milieu urbain ;
- sur les formes dominantes d'aide familiale (par la redistribution des enfants et l'accès au logement) ;
- sur le peu de poids à accorder au secteur informel dans la résolution des problèmes d'emploi ;
- sur les notions d'emploi, de sous-emploi, de sans-emploi et de chômage en milieu urbain.

Dans ce dernier cas, selon les réponses des personnes interrogées, le taux de chômage pourrait passer de 4 % à 15 ou 20%. Aussi les contenus des activités exercées devraient-ils retenir l'attention des chercheurs.

Une enquête de grande dimension sur ce thème et des monographies sur les différents thèmes évoqués nous permettraient de mieux cerner les contours du problème de la survie en milieu urbain.

Tableau 6 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS ET LA FREQUENCE DE L'AIDE DES PARENTS (BZV=Brazzaville, PN=Pointe-Noire)

Revenus en milliers de F.cfa	Aide									
	Jamais		Parfois		Souvent		Ensemble			
	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	Total	
Sans	1	4	2	2	4	1	7	7	14	
1 - 30	2	5	-	10	2	4	4	19	23	
31 - 50	5	6	1	2	1	-	7	8	15	
51 - 90	6	9	2	1	1	1	9	11	20	
91 - 120	2	-	1	1	-	-	3	1	4	
121 et +	9	3	1	1	0	-	10	4	14	
Total	25	27	7	17	8	6	40	50	90	
BZV + PN	52		24		14		90			

Tableau 7 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS ET LE NOMBRE D'ACTIFS

Revenus en milliers de F.cfa	Nombre d'actifs										
	0		1		2		3 et +		Ensemble		
	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	Total
Sans	1	-	3	3	3	4	-	-	7	7	14
1 - 30	-	-	2	9	1	10	1	-	4	19	23
31 - 50	-	-	3	5	1	2	3	1	7	8	15
51 - 90	-	-	3	9	6	2	-	-	9	11	20
91 - 120	-	-	2	1	1	-	-	-	3	1	4
121 - et+	-	-	3	3	5	1	2	-	10	4	14
Total	1	-	16	30	17	19	6	1	40	50	90
BZV + PN	1		46		36		7		90		

Tableau 8 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS ET LA CONTRIBUTION DU CONJOINT

Revenus en milliers de F.cfa	Contribution du conjoint						
	Oui		Non		Ensemble		Total
	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	
Sans	2	5	5	2	7	7	14
1 - 30	1	13	3	6	4	19	23
31 - 50	1	4	6	4	7	8	15
51 - 90	6	3	3	8	9	11	20
91 - 120	1	1	2	-	3	1	4
121 et +	5	1	5	3	10	4	14
Total	16	27	24	23	40	50	90
BZV + PN	43		47		90		

Tableau 9 : POPULATION ENQUETEE SELON LES REVENUS DU CHEF DE MENAGE ET LE NIVEAU DE CONTRIBUTION DU CONJOINT

Revenu total en milliers de F. cfa	Niveau de contribution du conjoint										
	- 10		11 - 30		31 - 50		51 et +		Ensemble		Total
	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	
Sans	-	1	1	3	-	5	1	-	2	5	7
1 - 30	-	4	1	5	-	1	-	-	1	14	15
31 - 50	1	1	-	1	-	1	-	-	1	3	4
51 - 90	2	2	4	-	-	1	-	-	6	3	9
91 - 120	-	-	1	-	-	1	-	-	1	1	2
121 - 200	1	1	1	-	1	-	-	-	3	1	4
200 et +	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1
Total	4	9	8	9	1	9	2	-	15	27	42
Total BZV+PN	13		17		10		2		42		

Tableau 10 : EVOLUTION DES REVENUS DU MENAGE SELON LES REVENUS DE L'ACTIVITE DU CHEF, SELON LES REVENUS DE TOUTES LES ACTIVITES DU CHEF ET SELON TOUTES LES ACTIVITES DE TOUS LES ACTIFS DU MENAGE

Catégorie de revenus en milliers de F. cfa	Types de revenus		
	Revenus activités principales chef de ménage	Revenus totaux chef de ménage	Revenus totaux tout le ménage
Sans	14	11	5
1 - 50	38	38	34
51 - 90	20	22	23
91 - 120	4	4	6
120 - 200	10	8	8
+ 200	4	7	14
Total	90	90	90

Tableau 11 : REVENUS TOTAUX DU CHEF DE MENAGE ET DEPENSES ALIMENTAIRES

Dépenses alimentaires													
Revenu total CM en milliers de F. cfa	Supérieures au revenu		+ ou - égales à 100-75% du revenu		75-50% du revenu		50-25% du revenu		moins de 25% du revenu		Ensemble		Total
	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	BZV	PN	
Sans	6	5	-	-	-	-	-	-	-	-	6	5	11
< 30	1	6	3	11	-	1	-	-	-	-	4	18	22
31- 50	-	1	2	6	3	1	2	-	1	-	8	8	16
51- 90	-	1	3	2	2	7	-	-	6	1	11	11	22
91-120	-	-	-	-	-	1	1	1	1	-	2	2	4
121-150	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1	2	1	3
151et +	-	-	1	-	-	1	2	2	4	2	7	5	12
Total	7	13	10	19	6	11	5	3	12	4	40	50	90
Total BZV+PN	20		29		17		8		16		90		

Tableau 12 : REVENUS TOTAUX DE TOUT LE MENAGE  
ET DEPENSES ALIMENTAIRES

Revenu total des ménages en milliers de F. cfa	Dépenses alimentaires			Total
	Dépenses > au revenu	Dépenses = au revenu	Dépenses < au revenu	
Sans	3	-	-	3 *
1 - 30	3	11	1	15
31 - 50	1	7	11	19
51 - 90	1	-	22	23
91 - 120	-	1	5	6
121 - 200	-	1	7	8
+ 200	-	-	14	14
Total	8	20	60	88 *

\* Dépenses non déclarées pour deux chefs de ménage reconnaissant être pris en charge sur ce chapitre.

# Journées d'Etude sur Brazzaville.

**Actes du colloque**

**Brazzaville, 25-28 avril 1986.**

**ORSTOM**

**Santé Urbanisation**

**AGECO**

**Association des Géographes  
du Congo**



**Publié avec le concours de la Mission Française  
de Coopération et d'Action Culturelle.**

**Brazzaville. R. P. Congo.**